

Article de Rosa Luxemburg publié simultanément dans *Sprawa Robotnicza* N°25 (juillet 1896) et dans *Critica Sociale* N°14 (juillet 1896).

## La question polonaise au Congrès international de Londres

Il y a trente-deux ans, lorsque les fondateurs de ce qui allait devenir l'Internationale se sont rencontrés pour la première fois à Londres, ils ont ouvert leurs travaux par une protestation contre l'asservissement de la Pologne, qui était alors engagée, pour la troisième fois, dans une lutte stérile pour l'indépendance. Dans quelques semaines, le Congrès de l'Internationale ouvrière se réunira, également à Londres, et y verra présenté une résolution en faveur de l'indépendance polonaise. La similitude des circonstances amène tout naturellement à comparer ces deux événements dans la vie du prolétariat international.

Le prolétariat a parcouru un long chemin dans son développement au cours de ces trente-deux dernières années. Les progrès sont manifestes dans tous les domaines, et de nombreux aspects de la lutte de la classe ouvrière se présentent très différemment d'il y a trente-deux ans. Mais l'élément essentiel de cet essor pourrait se résumer dans la phrase suivante: *d'une secte d'idéologues, les socialistes sont devenus un grand parti unifié capable de gérer ses propres affaires*. Alors qu'ils existaient à peine dans de petits groupes isolés en marge de la vie politique des pays, ils représentent aujourd'hui le facteur dominant dans la vie de la société. C'est particulièrement vrai dans les grands pays civilisés, mais aussi partout, ils sont un élément que le gouvernement et la classe dirigeante doivent prendre en compte. S'il fallait au départ diffuser le nouveau message, aujourd'hui, la question primordiale est de savoir comment la vaste lutte des masses populaires, désormais baignée de socialisme, peut être au mieux tendue vers son objectif.

Le Congrès international des travailleurs a connu des changements équivalents. À ses débuts, le Bureau international était surtout un conseil qui se réunissait pour formuler les principes de base du nouveau mouvement, aujourd'hui c'est surtout, voire exclusivement, un organe de délibérations concrètes par un prolétariat conscient sur les questions urgentes de l'ordre du jour de sa lutte. Toutes les tâches et tous les objectifs y sont rigoureusement étudiés quant à leur faisabilité; ceux qui semblent dépasser les forces du prolétariat sont mis de côté, quel que soit leur attrait ou leur effet d'annonce. C'est la différence essentielle entre la conférence de cette année au Hall Saint-Martin et celle qui a eu lieu trente-deux ans auparavant, et c'est de ce point de vue que la résolution déposée devant le Congrès doit être examinée.

La résolution sur la restauration de la Pologne qui sera présentée au Congrès de Londres se lit comme suit.<sup>1</sup>

« Considérant que l'asservissement d'une nation par une autre ne profite qu'aux capitalistes et aux despotes, qu'elle est également néfaste et à la classe ouvrière de la nation opprimée et à celle de la nation oppresseur; qu'en particulier le tsarisme russe, qui puise sa force intérieure et son poids extérieur dans l'asservissement et le partage de la Pologne, constitue une menace permanente pour le développement du mouvement ouvrier international, le Congrès déclare que l'indépendance de la Pologne représente une impérative exigence politique tant pour le prolétariat polonais et pour le mouvement ouvrier international mouvement dans son ensemble.

La demande d'indépendance politique de la Pologne est défendue avec deux arguments: premièrement, la nature nuisible des annexions du point de vue des intérêts du prolétariat et, deuxièmement, l'importance particulière de l'asservissement de la Pologne quant au maintien du tsarisme russe, et donc, implicitement, l'importance de l'indépendance polonaise pour contribuer à sa chute. »

Commençons par le second point.

---

<sup>1</sup> Le texte de la résolution est reproduit d'après la forme présentée par Rosa Luxemburg dans son essai, **Der Sozialpatriotismus in Polen**, dans **Neue Zeit**. Cf. **Collected Works**, I, I, 39ff.

Le tsarisme russe ne puise ni sa force intérieure, ni son poids extérieur de la domination de la Pologne. Cette affirmation de la résolution est fautive de A à Z. Le tsarisme russe tire sa force intérieure des rapports sociaux au sein même de la Russie. La base historique de l'absolutisme russe est une économie naturelle qui repose sur les relations archaïques de propriété communautaire de la paysannerie. L'arrière-plan de cette structure sociale – et il y en a encore de nombreux vestiges dans la Russie d'aujourd'hui – ainsi que la configuration générale des autres facteurs sociaux, constituent la base du tsarisme russe. La noblesse est contenue sous le joug du tsar par un flot incessant de taxes sur la paysannerie. La politique étrangère est menée au profit de la bourgeoisie, avec l'ouverture de nouveaux marchés comme objectif principal, tandis que la politique douanière met le consommateur russe à la merci des fabricants. Enfin, l'activité interne même du tsarisme est au service du capital: organisation d'expositions industrielles, construction du chemin de fer de Sibérie, et autres projets de même nature sont menés en vue de faire progresser les intérêts du capitalisme. De façon générale, la bourgeoisie joue un rôle très important dans le cadre du tsarisme dans l'élaboration de la politique intérieure et étrangère, un rôle que son inconséquence numérique ne serait jamais lui permettre de jouer sans le tsar. C'est cela, la combinaison de facteurs qui donne au tsarisme sa force interne. S'il continue à végéter, c'est parce que les formes sociales obsolètes n'ont pas encore complètement disparu, et que les rapports de classe embryonnaires d'une société moderne ne se sont pas encore pleinement développés et cristallisés.

À nouveau: le tsarisme ne tire pas sa force du partage de la Pologne, mais des particularités de l'Empire russe. Ses vastes masses humaines lui fournissent une source illimitée de ressources financières et militaires, disponibles presque à la demande, qui élève la Russie au niveau d'une puissance européenne de premier plan. Son immensité et sa situation géographique donnent à la Russie un intérêt tout particulier dans la question d'Orient, où il rivalise avec les autres nations également impliqués dans cette partie du monde. Les frontières de la Russie avec les possessions britanniques en Asie le mènent vers une confrontation inévitable avec l'Angleterre. En Europe aussi, la Russie est profondément impliquée dans les questions vitales des puissances européennes. Surtout en ce dix-neuvième siècle, la lutte de classe révolutionnaire émergente a placé le tsarisme dans le rôle de gardien de la réaction en Europe, ce qui contribue également à sa stature à l'étranger.

Mais surtout, si l'on doit parler de la position extérieure de la Russie, en particulier au cours des dernières décennies, ce n'est pas du partage de la Pologne, mais uniquement et exclusivement de l'annexion de l'Alsace-Lorraine qu'il tire son pouvoir: en divisant l'Europe en deux camps hostiles, par la création d'une menace de guerre permanente, et en conduisant la France dans les bras de la Russie.

De fausses prémisses donnent de fausses conclusions: comme si l'existence d'une Pologne indépendante pourrait priver la Russie de ses pouvoirs chez elle ou à l'étranger... La restauration de la Pologne ne pourrait provoquer la chute de l'absolutisme russe que si elle supprimait en même temps la base sociale du tsarisme en Russie même, à savoir, les restes de la vieille économie paysanne et l'utilité du tsarisme pour à la fois la noblesse et la bourgeoisie. Mais bien sûr cela n'a aucun sens: avec ou sans la Pologne, cela n'y changera rien. L'espoir de briser la toute-puissance russe grâce à la restauration de la Pologne est un anachronisme qui remonte à ce temps révolu où il ne semblait y avoir aucun espoir que des forces au sein même de la Russie y soient jamais capable de viser la destruction du tsarisme. La Russie de l'époque, une terre d'économie naturelle, semblait, comme l'ont fait ces pays, s'embourber dans la stagnation sociale la plus totale. Mais depuis les années soixante elle a mis le cap vers le développement d'une économie moderne et, ce faisant, a semé le germe d'une solution au problème de l'absolutisme russe. Le tsarisme se trouve contraint de soutenir une économie capitaliste, mais, ce faisant, il scie la branche sur laquelle il est assis.

Par sa politique financière, il détruit ce qui reste des anciennes relations agricoles communes, et donc élimine les fondements de la pensée conservatrice chez les paysans. Qui plus est, dans son pillage de la paysannerie, le tsarisme sape ses propres fondements matériels en détruisant les ressources avec lesquelles il a acquis la loyauté de la noblesse. Enfin, le tsarisme s'est visiblement fait une spécialité de ruiner la plupart des consommateurs pour l'embarras de la bourgeoisie, ce qui laisse les poches assez vides aux seuls qui

pourraient vouloir sacrifier un peu de leurs intérêts à ceux de la nation. Une l'agent de l'économie bourgeoise dépensé, la bureaucratie pèse de tout son poids. Le résultat en est l'accélération de la croissance du prolétariat industriel, la seule force sociale à laquelle le tsarisme ne peut pas s'allier et à laquelle il ne peut pas céder sans mettre en péril sa propre existence.

Ces sont donc là les contradictions sociales dont la solution implique la chute de l'absolutisme. Le tsarisme fonce directement vers ce moment fatal, comme une pierre roule du haut de la montagne. La montagne c'est le développement du capitalisme et ses flancs sont les poings de la classe ouvrière prête au combat. Seule la lutte politique du prolétariat dans tout l'empire de Russie peut accélérer ce processus. L'indépendance de la Pologne a relativement peu à voir avec la chute du tsarisme, de même que le partage de la Pologne avait peu à voir avec son existence.

Prenons maintenant le premier point de la résolution. « La soumission d'une nation par une autre », y lit-on, « ne peut servir que les intérêts des capitalistes et des despotes, tandis qu'elle est également néfaste et à la classe ouvrière de la nation opprimée et à celle de la nation oppresseur... » C'est sur cette base que la proposition de l'indépendance de la Pologne est censée devenir une exigence impérative du prolétariat. Ici, nous avons une de ces grandes vérités, si grande, en effet, que s'en est un lieu commun, et en tant que tel, ne peut mener à la moindre conclusion pratique. Si, en affirmant que l'assujettissement d'une nation par une autre est dans l'intérêt des capitalistes et des despotes, on en conclut que toutes les annexions sont injustes, et peuvent être éradiquées dans le cadre du système capitaliste, alors raisonnons dans l'absurde, car ça ne tient pas compte des principes de base de l'ordre existant.

Il est intéressant de noter que ce point dans la résolution relève presque du même argument que la fameuse résolution néerlandaise: <sup>2</sup> « la conquête et le contrôle d'une nation par une autre et le combat d'un peuple par un autre ne peuvent être utiles qu'aux classes dirigeantes » ... où le prolétariat doit accélérer la fin de la guerre en organisant des grèves militaires. Les deux résolutions sont fondées sur la croyance naïve qu'il suffit de reconnaître qu'un fait quelconque est avantageux pour les despotes et nuisible pour les travailleurs, pour l'éliminer sur-le-champ. La similitude va plus loin. Le mal qui doit être écarté est dans son principe le même dans les deux résolutions: la résolution néerlandaise veut prévenir de futures annexions futures en mettant fin à la guerre, alors que la résolution polonaise veut défaire les guerres passées en supprimant les annexions. Dans les deux cas, il s'agit pour le prolétariat d'éliminer la guerre et les annexions dans le cadre du capitalisme, sans éliminer le capitalisme lui-même, alors que les deux font, de fait, partie de la nature même du capitalisme.

Si le truisme que nous venons de citer ne sert pas à grand-chose pour l'abolition générale des annexions, il offre encore moins de raison d'abolir l'annexion en question en Pologne. Dans ce cas particulier, sans une évaluation critique des conditions historiques concrètes, rien de bon ne peut être utile. Mais sur ce point, sur la question de savoir comment – et si – le prolétariat peut libérer la Pologne, la résolution garde un profond silence profond. La résolution néerlandaise est plus élaborée à cet égard: elle propose au moins un moyen spécifique: un accord secret avec l'armée, ce qui nous donne la mesure du côté utopique de la résolution. La résolution polonaise reste en-deçà et se contente de « demander », ce qui n'est guère moins utopique que le reste.

Comment le prolétariat polonais peut-il construire un État sans classes? Face aux trois gouvernements au pouvoir en Pologne, face de la bourgeoisie du Congrès polonais vendu au trône de Saint-Petersbourg et rejetant toute idée d'une Pologne ressuscitée comme un crime et un complot contre son propre agenda, face aux grandes propriétés foncières de Galice représentées dans l'administration Badani,<sup>3</sup> qui vise l'unité de l'Autriche (garantissant le partage de la Pologne) et, enfin, face aux Junkers prussiens qui alimentent le

---

<sup>2</sup> Il s'agit d'une référence à un projet de résolution néerlandaise au Congrès socialiste international de Zurich en 1893. It was rejected in favor of a German resolution on the same theme. Il a été rejeté au profit d'une résolution allemande sur le même thème. Cf. Protokoll des Internationalen Sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle Zurich vom 6 bis 12 August 1893, Zurich 1894, p.25.

<sup>3</sup> Référence à un membre de la noblesse polonaise de la Pologne autrichienne, Premier ministre de 1895 à 1897.

budget militaire pour sauvegarder les annexions; face à tous ces facteurs, que peut faire le prolétariat polonais? Toute révolte serait matée dans le sang. Mais si aucune tentative de rébellion n'est faite, rien d'autre ne se fera, car l'insurrection armée est la seule façon de réaliser l'indépendance polonaise. Aucun des États concernés ne renoncera volontairement à ses provinces, où ils ont régné pendant un long siècle. Mais dans les conditions actuelles, toute rébellion du prolétariat serait écrasée – il ne pourrait en résulter rien d'autre. Peut-être le prolétariat international pourrait-il aider? Il ne serait pas en position d'agir comme le prolétariat polonais lui-même, mais tout au moins peut-il déclarer sa sympathie. Supposons pourtant que toute la campagne en faveur de la restauration de la Pologne se limite à des manifestations pacifiques? Eh bien, dans ce cas, bien sûr, les États qui l'ont partagé pourront continuer à régner sur la Pologne en toute tranquillité. Si donc le prolétariat international fait du rétablissement de la Pologne sa revendication politique – comme la résolution l'exige – il n'aura fait rien d'autre que prononcer un vœu pieux. Si l'on « exige » quelque chose, il faut se donner les moyens de cette exigence. Si l'on ne peut rien faire, l'« exigence » creuse pourra bien tonner dans les airs, mais il ça n'ébranlera certainement pas le pouvoir des États sur la Pologne.

L'adoption de la résolution social-patriotique par le Congrès international pourrait toutefois avoir des implications plus vastes qu'il ne peut sembler à première vue. Tout d'abord, cela contredirait les décisions du précédent Congrès, en particulier relatifs à la résolution néerlandaise sur la grève militaire. À la lumière d'arguments essentiellement équivalents et d'un contenu identique, l'adoption de la résolution social-patriotique réouvrirait la porte à la néerlandaise. Comment les délégués polonais, après avoir voté contre la résolution Nieuwenhuis, ont-ils réussi à proposer ce qui est pour l'essentiel une résolution identique, c'est là un point que nous ne discuterons pas pour le moment. En tout cas, ce serait bien pire si le Congrès dans son ensemble entrait dans une telle contradiction avec lui-même.

Deuxièmement, cette résolution, si elle était adoptée, aurait un effet pour le mouvement polonais que les prochains délégués au Congrès n'ont sûrement même pas osé imaginer. Ces trois dernières années – comme je l'ai détaillé dans mon article dans la *Neue Zeit*, numéros 32 et 33 <sup>4</sup> – on a tenté d'imposer aux socialistes polonais un programme pour le rétablissement de la Pologne, avec l'intention de les séparer de leurs camarades allemands, autrichiens et russes en les unifiant dans un parti polonais construit sur une ligne nationaliste. Compte tenu de l'utopie de ce programme et de sa contradiction avec toute lutte politique efficace, les défenseurs de cette tendance n'ont pas encore été en mesure de fournir d'argument à leurs visées nationalistes qui résiste à la critique. C'est ainsi qu'ils n'ont guère, jusqu'à présent, mis en avant leur tendance sur la scène publique. Alors que les partis polonais des secteurs autrichien et prussien n'ont pas adopté le point relatif au rétablissement de la Pologne dans leur programme, l'avant-garde de la tendance nationaliste, le groupe de Londres qui se fait appeler *Zwiazek Polskich Zagraniczny Socjalistow*, <sup>5</sup> a travaillé ferme à susciter des sympathie dans les partis d'Europe occidentale, notamment via le journal *Bulletin Officiel* et par d'innombrables articles dans: *Socialist Poland*, *The Poland of the Workers*, *Democratic Poland*, *The Independent Republic of Poland*, etc. les mêmes proses ont tourné en boucle en polonais, en allemand et en français. C'est ainsi qu'a été préparé le terrain pour l'adoption dans le programme d'un État de classe polonais. Le couronnement de tout ce processus devait être le congrès de Londres, avec l'adoption de la résolution du courant nationaliste passant en contrebande sous le drapeau international. Le prolétariat international est sans doute censé lever le drapeau rouge sur le vieil édifice nationaliste et le consacrer temple de l'internationalisme. Ensuite cette consécration par les représentants du prolétariat international devrait couvrir l'absence d'une quelconque motivation scientifique et élever le social-patriotisme au rang de dogme qu'il serait vain de critiquer. Enfin cette décision devrait encourager les partis polonais à adopter, une fois pour toutes, le programme nationaliste et à s'organiser sur des bases nationales.

---

<sup>4</sup> *Neue Strömungen in der polnischen sozialistischen Bewegung in Deutschland and Österreich* (New Tendencies in the Polish Socialist Movement in Germany and Austria), in *Collected Works*, I, I.

<sup>5</sup> Union à l'étranger des socialistes polonais, comité spécial associé au PPS.

L'adoption de la résolution social-patriotique créerait un précédent important pour le mouvement socialiste dans d'autres pays. Ce qui vaut pour l'un vaut pour les autres. Si la libération nationale de la Pologne devait être élevée au rang d'objectif politique du prolétariat international, pourquoi pas aussi la libération de la Tchécoslovaquie, de l'Irlande, et de l'Alsace-Lorraine? Tous ces objectifs sont tout autant utopiques, et ne sont pas moins justifiés que la libération de la Pologne. La libération de l'Alsace-Lorraine, en particulier, serait même beaucoup plus importante pour le prolétariat international, et bien plus probable: derrière l'Alsace-Lorraine il y a quatre millions de baïonnettes françaises, et dans les questions d'annexions bourgeoises, les baïonnettes ont plus de poids que les manifestations morales. Ensuite si les polonais des trois parties occupées s'organisent selon des critères de nationalités pour la libération de la Pologne, pourquoi les autres nationalités en Autriche n'agiraient-elles pas de la même façon, pourquoi pas les Alsaciens ne s'organiseraient-ils pas en commun avec les Français? En un mot, la porte serait ouverte aux luttes nationales et aux organisations nationalistes. A la place de l'organisation des travailleurs et en fonction des données politiques et étatiques, on rendrait hommage au principe de l'organisation selon la nationalité, procédé qui nous a souvent égarés dès le début. Au lieu de programmes politiques de classe, on établirait des programmes nationaux. Le sabotage de la lutte politique unitaire du prolétariat mené dans chaque État déboucherait sur une série de luttes nationales stériles.

Voilà la signification principale de la résolution social-patriotique, si elle devait être adoptée. Nous avons évoqué en commençant les progrès que le prolétariat a fait depuis l'époque de la première Internationale, son développement à partir de petits groupes pour devenir un grand parti capable de gérer ses propres affaires. Mais à quoi prolétariat doit-il ce progrès? Seulement à sa capacité de comprendre la primauté de la lutte politique dans son activité. L'ancienne Internationale a fait place à des partis organisés dans chaque pays en conformité avec les conditions politiques propres à ces pays, sans, pour cela, s'occuper de la nationalité des travailleurs. Seule la lutte politique en conformité avec ce principe rend la classe ouvrière forte et puissante. Mais la résolution social-patriotique suit son cours en opposition diamétrale à ce principe. Son adoption par le Congrès serait renier trente-deux ans d'expérience accumulée par le prolétariat et d'enseignement théorique.

La résolution social-patriotique a été formulé très habilement: c'est derrière la protestation contre le tsarisme qu'on proteste contre l'annexion – mais après tout, la revendication d'indépendance de la Pologne s'adresse aussi bien à l'Autriche et à la Prusse qu'à la Russie: elle sanctionne une tendance nationaliste ayant des intérêts internationaux; elle essaie d'obtenir l'appui du programme socialiste sur la base d'une manifestation morale générale. Mais la faiblesse de son argumentation est encore plus grande que l'habileté de sa formulation: quelques lieux communs sur la malveillance des annexions et des sottises sur l'importance de la Pologne pour le tsarisme – cela et rien de plus – c'est tout ce que cette résolution est capable d'offrir.